



Paris, le 25 novembre 2013,

Appel au soutien

10/12/2013 JOURNÉE D'ACTION INTERNATIONALE 'STOP BELO MONTE!' Dans le cadre de la Journée Mondiale des droits de l'Homme

RASSEMBLEMENT DE PARIS

11h30 - Siège d'Alstom, 3 av. André Malraux, 92400 Levallois-Perret

15h00 - Ambassade du Brésil, 34 cours Albert 1er, 75008 Paris

POURQUOI CE RASSEMBLEMENT ?

Pour que les entreprises européennes telles que Alstom, GDF-Suez et EDF (France) se désistent des grands barrages en Amazonie, construits en violation des conventions internationales et des droits de l'Homme et des peuples, au détriment de la biodiversité et du devenir des populations locales.

Pour que le Brésil, qui accueille la Coupe du Monde de football en 2014 et les J.O. En 2016, respecte ses propres lois, sa constitution et les conventions internationales qu'il a ratifiées, qui veillent aux droits de ses populations autochtones et indigènes et à la protection de l'environnement.

Pour que les crimes et des assassinats dont sont victimes au Brésil les populations indigènes et les défenseurs de l'environnement ne restent plus impunis et que ceux dont la vie est menacée bénéficient d'une protection.

Il est la cible d'une opposition internationale constante depuis le début de son chantier, en juin 2011. Le barrage de Belo Monte a été déclaré illégal le 25 octobre 2013 par une décision de justice qui a exigé l'arrêt immédiat des travaux. L'administration de la présidente Dilma Rousseff a eu recours à une mesure d'Urgence Nationale (mise en place sous la dictature militaire pour faire face à des menaces graves, conflits armés, guerres civiles...) pour balayer d'un revers de la main cette décision tant attendue par les détracteurs du projet, qui suscite des leviers de boucliers depuis plus de trente ans. Cet ultime camouflet prouve une fois de plus que les victimes actuelles ou futures de Belo Monte n'ont rien à attendre de dirigeants qui ne tiennent pas compte de la justice et de la Constitution de leur pays et encore moins des traités internationaux qu'il a ratifiés.

En réaction, Planète Amazone et l'initiative citoyenne européenne [Arrêtons l'Ecocide en Europe](#) avaient déjà organisé un rassemblement citoyen le 15 novembre à la Défense et devant l'ambassade du Brésil, autour de la grande militante amazonienne Antonia Melo (du mouvement Xingu Vivo Para Sempre). Cette fois, ce sont les organisations indigènes et environnementales brésiliennes opposées aux projets de barrages qui sont à l'initiative d'une journée mondiale d'action contre Belo Monte, et à travers lui, contre tous les autres projets portant atteintes, en Amazonie, aux droits de l'Homme et à l'environnement, en cours de construction ou de développement. Le Movimento Xingu Vivo Para Sempre a retenu la date du 10 décembre 2013, journée

anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948). Il invite de par le monde, toutes les organisations et militants soucieux de la préservation de l'environnement à s'unir pour des rassemblements citoyens devant les ambassades et consulats brésiliens et à mener des actions marquantes sur les réseaux sociaux.

Planète Amazone assure le relai de cette opération d'envergure à Paris. Des rassemblements similaires auront lieu dans d'autres villes à travers le monde, et en particulier au Brésil, pays où beaucoup d'activistes ont payé de leur vie leur engagement, depuis Chico Mendès en 1988 jusqu'à José et Maria da Silva en 2011. Antonia Melo, basée à Altamira, la ville la plus proche des travaux du barrage, est régulièrement menacée de mort par courrier ou par téléphone. La résistance qu'elle a courageusement mise en place contre les artisans de cet "ouvrage de destruction et de mort", avec l'aide de bénévoles, dont certaines victimes de Belo Monte, est organisée avec des moyens dérisoires. Une poignée d'hommes et de femmes pour faire face à un modèle de développement meurtrier, pour défendre le cœur du plus grand « poumon vert » de la planète. Ce combat de David contre Goliath nous concerne tous, car les grands barrages sont les chevaux de Troie d'une destruction programmée, planifiée. Dans leur sillage viennent les mines d'or, de bauxite, le soja, le bétail, les coupes illégales de bois... Rapidement la forêt devient un désert de terre rouge. Alors qu'il n'est pas achevé, Belo Monte a déjà complètement bouleversé le fragile équilibre écologique de la région de la Grande Boucle du Xingu, l'une des plus riches en matière de biodiversité, et détruit la vie d'une majorité de riverains, qui tirent toutes leurs ressources du fleuve sacrifié.

Après plusieurs paralysies spectaculaires du chantier, les militants sont réduits au silence depuis qu'une loi menace désormais tout manifestant de poursuites judiciaires. La police militaire est déployée sur place et autorisée à utiliser la force. Lors de la dernière tentative d'occupation, elle a confisqué hamacs, nourriture, eau et empêché tout ravitaillement, obligeant les contestataires indigènes à quitter les lieux rapidement. Si Antonia Melo s'approche à nouveau du chantier, elle sera jetée en prison...

Les opposants à Belo Monte restent très mobilisés et si leur marge de manœuvre est désormais réduite sur le terrain, ils mènent parallèlement une autre bataille, celle de la communication. De cette manière, notamment par le biais des réseaux sociaux, ils travaillent à alerter la communauté internationale pour renforcer les pressions sur les autorités de leur pays, alors que le Brésil s'apprête à accueillir la prochaine Coupe du Monde de Football (2014) et les prochains JO (2016). Sont privilégiés les pays dont sont originaires certaines des entreprises participant ce projet illégal et à d'autres, similaires et tout aussi contestés. L'écho que rencontre en France la lutte contre le barrage de Belo Monte n'est sans doute pas étranger à la présence sur des projets de grands barrages décriés en Amazonie d'entreprises telles qu'Alstom (qui a décroché, au sein d'un consortium constitué également des firmes Voith & Andritz, un contrat de 500 millions d'euros pour les turbines de Belo Monte) et GDF-Suez (maître d'oeuvre majoritaire du barrage de Jirau, sur le rio Madeira). La compagnie EDF, 84% de parts de l'Etat, désire, quant à elle, participer en décembre aux enchères du projet de complexe de barrages sur le Rio Tapajos...

Ce 10 décembre, nous nous élèverons donc devant le siège social d'Alstom contre l'implication déterminante de ce groupe français dans le projet Belo Monte, vendu comme un modèle par le Brésil (des dizaines d'autres barrages de ce type sont prévus d'ici à 2020). En participant à un ouvrage qui accumule les violations de droits de l'homme, de ceux des peuples autochtones et porte atteinte de façon irrémédiable à un environnement jusqu'alors préservé, des compagnies européennes comme Alstom ou GDF-Suez, se rendent complices de crimes. S'ils retirent leur participation, les projets chancelleront.

A l'occasion de ce rassemblement, nous souhaitons rencontrer Patrick Kron, PDG d'Alstom, afin d'ouvrir un dialogue, échanger des points de vue et au-delà, exposer clairement aux actionnaires de cette compagnie, qui

viole sa propre charte éthique en s'associant à ce projet, la réalité d'une situation qui est constatée au quotidien par les militants de la ville d'Altamira et sa région depuis le début des travaux de Belo Monte. Une première demande rendez-vous au nom d'Antonia Melo et de Planète Amazone à la date du 15 novembre a été déclinée par M. Kron, pour raison d'indisponibilité. Nous comptons cette fois-ci associer des personnalités politiques à cette nouvelle demande, 12 sénateurs et députés ayant soutenus notre journée d'action 'Stop Belo Monte!' du 15 novembre dernier.

Ce 10 décembre 2013, nous appellerons aussi à manifester devant l'ambassade du Brésil pour dénoncer les dérives d'une politique de néolibéralisme agressif qui accepte de sacrifier des vies humaines et un environnement précieux pour l'humanité entière pour le profit d'un petit nombre, les très puissants propriétaires terriens du pays, qui tiennent les rênes du Congrès.

Ce 10 décembre 2013, nous souhaitons que vous nous apportiez votre soutien, voire que vous soyez à nos côtés et nous espérons donc pouvoir compter sur votre présence, au nom de toutes les victimes présentes et à venir.

Revendications relatives aux entreprises européennes :

Nous demandons à Alstom et aux autres entreprises européennes concernées d'interrompre leur participation au consortium de construction de Belo Monte et aux autres grands barrages en cours ou en projet en Amazonie tant que ne seront pas garantis :

- les consultations libres et éclairées des riverains (indigènes ou non) sur la construction du complexe de barrage,
- la subsistance des populations indigènes déplacées, ainsi que celle des pêcheurs et habitants des environs
- le respect des normes environnementales établies par l'IBAMA,
- le respect pour les ouvriers, dans le cas où le chantier reprendrait après la validation des processus évoqués dans les trois précédents points, des droits du travail brésilien, en accord avec toute convention nationale et internationale dont le Brésil est signataire.

Nous demandons à ces entreprises le respect à l'étranger de toutes les conventions internationales signées par la Communauté Européenne pour tous ses projets actuels et à venir.

Nous émettons les mêmes revendications concernant toute entreprise européenne impliquée dans des projets à l'étranger mettant en danger de par le monde :

- la forêt primaire,
- la biodiversité,
- les modes de vie autochtones et leur culture,
- l'agriculture vivrière ou les moyens de subsistance localement autonomes,
- le droit des peuples indigènes et tribaux de « décider de leurs propres priorités en ce qui concerne le processus de développement (...) et d'exercer un contrôle sur leur développement économique, social et culturel propre », tel que stipulé par la Convention 169 de l'OIT.

Revendications en direction des instances dirigeantes du Brésil, en solidarité avec les peuples indigènes vivant sur son sol :

Nous, citoyens européens, demandons que le Brésil respecte ses propres lois, sa constitution et les conventions internationales qu'il a ratifiées, et veille aux droits de ses populations autochtones et à la protection de l'environnement.

Nous demandons que le gouvernement brésilien prenne des mesures pour que les crimes et les assassinats dont sont victimes les populations indigènes et les défenseurs de l'environnement ne restent plus impunis.

Nous demandons que le gouvernement brésilien assure la protection de tous les militants et indigènes dont la vie est menacée.

Nous demandons que le Brésil renonce à tout projet de loi et amendement constitutionnel (PEC 215, PEC 237, Portaria 303...) qui remet en cause les droits acquis par ses peuples indigènes dans la Constitution de 1988 et également à celui du transfert de compétence de la présidence de la République au Congrès pour la délivrance du décret validant toute démarcation de terre indigène.

Si vous êtes de ceux qui ont compris que toute atteinte à la nature et à ceux qui la préservent est une menace sur le futur, **nous vous invitons à faire vôtres les revendications de cet appel en participant à la journée internationale d'action 'Stop Belo Monte !' du 10 décembre 2013.**

Bien cordialement,

Association Planète Amazone - <http://www.raoni.com>

Initiative Européenne « Arrêtons l'Ecocide en Europe » - <http://www.endecocide.eu/>